Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 3 AVRIL 1886.

Récusation d'office des juges ou du ministère public, pour cause de parenté
ou d'alliance avec les avocats ou avoués ⁽¹⁾.

Amendement présenté par M. JULLIOT, au projet de loi de la section centrale.

En aucune matière et sous peine de nullité, personne ne sera admis à représenter les parties, s'il est parent ou allié en ligne directe ou au second degré en ligne collatérale du juge ou de l'officier du ministère public, appelés à faire acte de leur office dans l'affaire.

Néanmoins, les avocats ayant accompli leur stage et les avoués en exercice à la date de la publication de la présente loi, pourront continuer l'exercice de leur profession comme par le passé devant tout *siège judiciaire*, où il n'existe pas plus d'une *Chambre*, sauf aux magistrats de ces sièges à se recuser dans les cas de parenté prévus par le précédent paragraphe et ce également sous peine de nullité.

L'action en nullité devra être intentée dans l'année à partir de la date de l'arrêt ou du jugement.

(1) Proposition de loi, n° 68.

Rapport, n° 89.